

Les conséquences économiques de la crise politique

Ronan Porhel*

À la veille des élections, l'économie kenyane se présentait comme la plus performante d'une zone marquée par les conflits armés (l'Éthiopie, l'Ouganda, la Somalie, le Soudan ou bien la région des grands Lacs) et, dès lors, au développement économique parfois chaotique. La crise politique a conduit à la fermeture d'usines, à l'accumulation des retards dans l'approvisionnement, à l'annulation successive des *tour operators* dans le secteur du tourisme ou encore à l'effondrement de la bourse. La voie est ainsi ouverte à une paupérisation du pays mais aussi de la région, puisque le Kenya est, pour des raisons géographiques notamment, la source d'approvisionnement de nombreux pays enclavés d'Afrique de l'Est et Centrale.

Pourtant l'économie kenyane présentait une phase de progression, initiée durant le quinquennat du président Mwai Kibaki (2002 – 2007), autant en termes de croissance, que d'industrie et de tourisme. Ce net regain, facilité par le retour des bailleurs de fonds (Fond monétaire

* L'auteur est doctorant en économie et chercheur associé au CREPAO (Centre d'Étude et de Recherche sur les Pays d'Afrique Orientale, Université de Pau et des pays de l'Adour).

international et Banque mondiale surtout), offrait une stabilité rassurante pour les investisseurs, situation profitable à la région toute entière. C'est dire si la crise politique que traverse le Kenya risque de ternir ce tableau et annonce des conséquences économiques non négligeables, à court terme comme à long terme, autant pour le pays que pour ses voisins.

DES ANNÉES DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE TRÈS PROFITABLES

Depuis 2002 et la succession de Daniel arap Moi par M. Kibaki, le Kenya a bénéficié d'une réelle amélioration de ses indicateurs économiques. Prometteurs pour l'avenir, ceux-ci ont aussi renforcé sa position de *leader* régional.

Une situation économique et financière prometteuse

Le Kenya dispose d'une base industrielle diversifiée¹ et d'une classe moyenne dynamique et instruite. Il constitue de ce fait le centre de distribution logistique (portuaire et aéroportuaire) de l'Afrique de l'est, qu'il pénètre aisément. Enfin, Nairobi est une place financière relativement forte à l'échelle de tout le continent africain.

Depuis 1993, le pays a choisi d'opter pour une économie de marché plus ouverte sur l'extérieur, délaissant les stratégies basées sur les substitutions aux importations. Alors que les outils de contrôle essentiels de la balance des paiements et de la protection de son industrie locale s'appuyaient sur les contrôles administratifs (et

¹ Le Kenya peut notamment s'appuyer sur une industrie agro-alimentaire performante qui compte de grands groupes. Le pays assure en outre une production de biens manufacturés et bénéficie d'un tourisme de masse très développé.

notamment l'usage de licences²), le principal instrument de la politique commerciale du Kenya est devenu son tarif extérieur commun en accord avec les prescriptions du GATT puis de l'OMC³, tarif extérieur commun qui doit être révisé à la baisse au sein de la *East African Community* (EAC)⁴.

Du point de vue économique, le bilan du gouvernement Kibaki semble positif. Le pays a retrouvé un sentier de croissance plus conforme à un Pays en Développement (PED), avec des taux dépassant les 5 %. Cela contraste fortement avec la fin du mandat de D. arap Moi quand ces taux flirtaient avec le zéro⁵. De plus, une progression constante de l'indicateur de niveau de vie caractérise le Kenya ; son PIB/habitant en parité de pouvoir d'achat est passé de 1250 dollars en 2001 à 1786 dollars en 2006⁶ (380 à 580 dollars courants). Surtout, ces résultats ont été obtenus avec une aide des bailleurs de fonds de l'ordre de 1 % seulement du PIB contre environ 10 % pour la Tanzanie voisine. Dans ce contexte, le Kenya est présenté comme un exemple pour les autres pays africains.

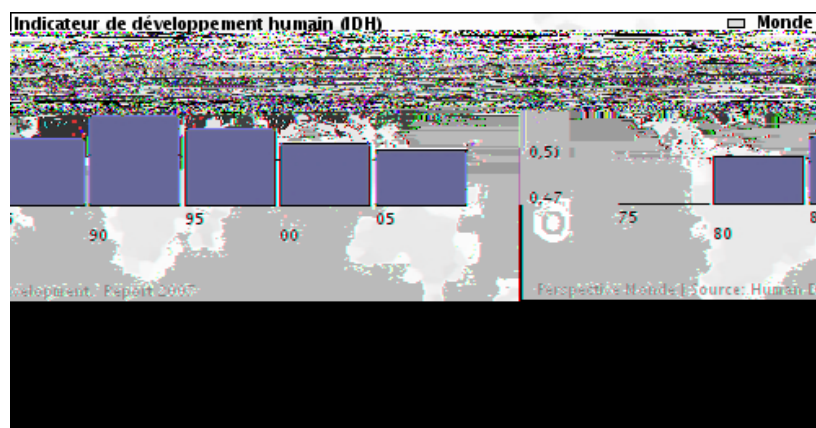
² Les entreprises importatrices devaient avoir une autorisation administrative pour avoir le droit d'acheter certains produits étrangers.

³ A partir de 1993 (effectif depuis 1995), l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a remplacé le General Agreement on Tariffs and Trade (GATT).

⁴ La Communauté d'Afrique de l'Est, (Kenya, Tanzanie, Ouganda puis Rwanda et Burundi depuis le premier juillet 2007), formellement relancée le 15 janvier 2001 souhaite dépasser le stade du marché commun en insistant davantage sur une coordination des politiques régionales, notamment les infrastructures, par la coopération institutionnelle. La crise politique qui touche à des degrés divers tous les états membres, est un test pour cette organisation. Pèsera-t-elle suffisamment pour assurer la continuité du commerce et insister sur les réformes régionales nécessaires pour éviter ces situations de blocage à l'avenir ? Son relatif silence ne semblait pas l'attester au mois de février 2008.

⁵ Les taux de croissance du PIB en volume du Kenya étaient de 1 % en 1999, 0,5 % en 2000 et 0,6 % en 2001 (Banque Mondiale).

⁶ Banque Mondiale, 2007.

Graphique 1 : Un développement humain en baisse depuis les années 90

Source : Human Development, 2007.

Légende pour Table 1:

* IDE : investissements à l'étranger. Source: Banque mondiale (2006), OCDE⁷ (2007).

NB : chaque exercice fiscal s'arrête ici en août de l'année concernée.

⁷ Organisation de coopération et de développement économique.

Tableaux 1 : Evolution des indicateurs économiques et sociaux kenyans

	2000	2001	2004	2005	2006	Prévisions 2007
1. « Carré magique »						
Taux de croissance du PIB en volume ⁸ (en %)	0,5	0,6	3	4,9	5,7	5,3
PIB/habitant (en dollars PPA ⁹)	1200	1250	1270	1280	1786	
PIB/habitant (en dollars courants)	350	380			580	
Taux d'inflation (en %)	6,1	3,3	11,4	10,3	14,5	12
Solde commercial (en % PIB)	- 8		- 10,1	- 11,6	- 10,1	- 8,9
Solde des comptes courants (en % du PIB)	- 2		- 2,2	- 2,6	- 2,8	- 3,4
2. Finances publiques						
Déficit budgétaire (en % PIB) avec dons	Hors don		2,1	2,41	1	4,16
	Avec don			1	0,1	3,3
Dette publique (en % PIB)				55,57	47,74	
IDE* (en milliard de dollars)	110,9	53	46	21,2		
3. Indicateurs sociaux						
Ecole primaire (taux d'inscriptions)	68		76,4	82,1	83,2	
Espérance de vie (en années)	48,4			49		55,3

⁸ En volume : l'évaluation des richesses produites est corrigée de l'inflation.

⁹ Parité de pouvoir d'achat : La parité de pouvoir d'achat (PPA) (on parle de valeurs *mesurées en parité de pouvoir d'achat*) est une méthode utilisée en économie pour établir une comparaison entre pays du pouvoir d'achat des devises nationales, ce qu'une simple utilisation des taux de change ne permet pas de faire. La PPA permet de mesurer combien une devise permet d'acheter de biens et services dans chacune des zones que l'on compare.

La conséquence directe de cette croissance économique est cependant le creusement des déficits commerciaux. Le pays affichait en 2006 un déficit de près de 9 % de son PIB¹⁰ malgré un excédent de la balance des services (notamment le tourisme) et une inflation à deux chiffres (14,5 % en 2006). Paradoxalement, ce résultat, a priori décevant, exprimait la reprise vigoureuse de l'économie kenyane qui doit importer l'intégralité de son pétrole. Enfin, pour en finir avec le « carré magique de Kaldor¹¹ », le taux de chômage était en forte baisse. S'il s'élevait officiellement à 40 %, la part du secteur informel, par définition non chiffrable, était tellement importante que ce chiffre perd de sa pertinence. À Nairobi, par exemple, plus de deux personnes sur trois travaillent dans le secteur informel¹². Par ailleurs, les finances publiques restaient soutenables aux yeux du FMI et ce en dépit de leur dégradation¹³, liée notamment au financement gratuit de l'école primaire. Le flux d'investissement direct à l'étranger reste positif mais connaît un net fléchissement (21 milliards de dollars en 2005 contre plus de 100 milliards en 2000) pendant le mandat de M. Kibaki. Ce recul s'explique autant par un rattrapage de ses plus proches voisins, la Tanzanie et l'Ouganda, qui ont retrouvé une stabilité politique tout en adhérant au libéralisme économique, que par une certaine frilosité du pays à s'ouvrir aux capitaux étrangers. À ce titre, la modification de la législation en la matière est éloquente, il s'agissait de simplifier les démarches administratives en regroupant en un seul bureau les demandes d'investissement étrangères dont le montant dépassait 100 000 dollars. Les faits vont néanmoins révéler des réticences face à

¹⁰ Banque Mondiale (2007).

¹¹ Le carré magique de Kaldor comprend les quatre objectifs de la politique conjoncturelle soit le PIB, l'inflation, l'emploi et le solde extérieur.

¹² Government of Kenya, *Economic Survey*, Nairobi, Government Printers, 2003.

¹³ Une multiplication par quatre du déficit est à noter entre 2005 et 2006. Cependant, au début du mandat de M. Kibaki ce déficit, hors dons, atteignait 9 % du PIB pour l'exercice 2002/2003.

une possible prise de contrôle étrangère d'entreprises kenyanes (pratique qui ne gêne en rien les investisseurs kenyans en Ouganda et en Tanzanie). La situation sociale reste cependant fragile¹⁴, les inégalités déjà fortes au début du mandat de M. Kibaki (dixième place sur la liste mondiale des pays qui présentent les écarts le plus importants en terme de richesse¹⁵) se sont aggravées et l'Indicateur de Développement Humain (IDH) ne cesse de baisser depuis 1990¹⁶. Il est vrai que lorsqu'une économie peu performante se met à croître très rapidement comme ce fut le cas au Kenya, les inégalités se creusent. La croissance, concentrée sur les services, a uniquement profité à une partie de la population proche du président et travaillant dans certains secteurs en essor (banques, entreprises de tourisme et agences de communication), tandis que les classes les plus pauvres subissaient une diminution de leur pouvoir d'achat. Les jeunes kenyans, qui représentent la majorité de la population, se sentent tout particulièrement laissés pour compte, alors que l'amélioration de l'éducation leur avait donné l'espoir d'avoir une vie meilleure que celle de leurs parents. Dans un pays où l'espérance de vie est de 55 ans, le sous emploi persistant de cette frange de la population ne peut être qu'inquiétant.

¹⁴ La nette embellie économique dont bénéficiait le Kenya avant les élections (la croissance a atteint 5,3 % en volume pour l'exercice fiscal 2006/2007) n'a rien changé aux inégalités dont souffre sa population. Le Kenya compte parmi le groupe des dix pays de la planète où les disparités sociales sont les plus graves, le revenu des plus riches étant égal à 56 fois le revenu des plus pauvres, selon un rapport des Nations unies de 2004. 51,8 % de la population est sous le seuil de pauvreté (OCDE, 2006).

¹⁵ Rapport « Pulling Apart : Facts and Figures on Inequality in Kenya », Society for International Development (SID), 2004.

¹⁶ L'indicateur IDH comprend le PIB/habitant, le taux d'alphabétisation et l'espérance de vie. De 0,56 en 1990, il est mesuré à 0,53 en 2006 mais avec de grands écarts selon s'il s'agit de Nairobi (0,75, soit le niveau moyen de la Turquie), de Mombassa (0,65, niveau de l'Afrique du Sud), ou du Nord-Ouest à Busia ou Tukana (0,32, niveau du Mali ou du Niger). Les efforts récents dans le domaine de l'éducation au Kenya devraient cependant l'améliorer à moyen terme.

Ces taux de croissance favorables s'expliquent par l'apport respectif de certains secteurs très dynamiques. Ils doivent contribuer à faire passer le Kenya, d'ici à 2030, de pays à revenu faible à pays à revenu intermédiaire (+ 765 dollars de 1995 par habitant par an¹⁷). Le secteur primaire est l'un de ces secteurs dynamiques. Il représente 27,5 % du PIB¹⁸, et comprend des activités cruciales pour l'entrée de devises dans le pays que ce soit au travers de la pêche, du café, du thé ou encore de l'horticulture. Par exemple, depuis 2005, le Kenya est le premier exportateur mondial de thé noir, qui représente la 3^e source de devises pour l'économie. La production se situe de part et d'autre de la Rift Valley. Dans la région de Kericho, elle a ainsi augmenté de 16 % depuis 2001 (malgré une baisse en 2006 en raison de la sécheresse), soit une croissance de 41 % en valeur profitant de la montée des cours mondiaux. Autre exemple, secteur le plus dynamique de ces dernières années, les cultures horticoles, quatrième source de devises du pays, regroupent une centaine de produits (fruits, légumes, fleurs). Elles ont connu une hausse de 64% en 2007 grâce à une forte demande mondiale et à des conditions climatiques détestables en Europe¹⁹. Ces productions ont rapporté près de 50 milliards de Kenyan Shilling (Ksh)²⁰ dont 63 % pour la production des seules fleurs coupées²¹. Celles-ci constituent 14 % des exportations totales du pays en direction quasi-exclusive de l'Europe, soit 25 % du marché européen. Ces cultures sont réparties autour du lac Naivaisha, à Thika près de Nairobi, à Kitengela, mais aussi aux alentours du Mont Kenya, du lac Nakuru et depuis peu dans la Rift Valley autour d'Eldoret.

¹⁷ Classification Banque Mondiale : Pays à faible revenu moins de 765 dollars de 1995 ; Pays à revenu intermédiaire entre 765 dollars et 9386 dollars de 1995 ; Pays à haut revenu plus de 9386 dollars de 1995.

¹⁸ Banque mondiale, 2006.

¹⁹ *Business Daily*, 28 janvier 2008.

²⁰ De l'ordre de 770 millions de dollars.

²¹ Central Bank of Kenya, 2007.

Trop souvent attentiste, le secteur secondaire, 17,6 % du PIB, commence à se renouveler avec l'émergence d'entreprises en particulier dans l'agroalimentaire. De grands groupes émergent à l'image de la Kenya Meat Commission, Mumias Sugar Company, Kenya Seed Company, ou encore New Kenya Cooperation Creameries. Cependant, l'espoir vient surtout du secteur tertiaire qui représente aujourd'hui près de 55 % du PIB. Il est dominé par une activité touristique en forte croissance (+10 % en 2006 et deuxième source de devises après celle de la diaspora²²). Suite aux attentats d'Al-Qaïda au Kenya en 1998 et 2002²³, les revenus de ce secteur étaient tombés à 190 millions d'euros en 2002 pour remonter à 617 millions d'euros en 2006 (cette multiplication par trois prouve un réel dynamisme). L'année 2007 a été une année record avec plus d'un million de touristes et une hausse des gains de 15,4 %. De leur côté, les secteurs des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), de la banque²⁴ et de la finance ont connu un boom remarquable. La téléphonie mobile par exemple s'est fortement développée²⁵ avec une croissance annuelle moyenne de 67 % depuis

²² 900 millions de dollars en 2006, première source de devises du pays (ministère des Affaires étrangères France).

²³ Le 7 août 1998, deux attentats simultanés touchent les ambassades américaines de Nairobi et Dar es Salaam (Tanzanie), faisant 224 morts et plusieurs centaines de blessés. Le 28 novembre 2002, un attentat suicide dans un hôtel de Mombasa fait 18 morts. Peu après un tir de roquette contre un avion d'une compagnie aérienne israélienne achève de plonger le tourisme kenyan dans ses années les plus sombres.

²⁴ Le pays dispose du dispositif bancaire le plus dense de la région : 45 banques commerciales couvrent le secteur : des étrangères (Barclay Bank, Standard Chartered Bank), des étatiques (Kenya Commercial Bank, National Bank of Kenya) et des familiales (Kantaria) complétées par de nombreuses institutions non bancaires. Il existe également 95 bureaux de change.

²⁵ Les deux grandes compagnies du pays sont Safaricom et Celtel Kenya. Elles ont su profiter de la vétusté des infrastructures de téléphone fixe de l'opérateur national Telkom Kenya pour se développer fortement, passant d'un million d'abonnés en 2002 à près de huit millions en 2007.

2001 et des perspectives encourageantes au regard des investissements consacrés aux infrastructures²⁶. Qui plus est, la Bourse de Nairobi a connu une progression de 280 % en cinq ans, ce qui atteste de la confiance des milieux d'affaires et a permis au Shilling Kenyan (Ksh) de s'apprécier pendant toute la période de 78,6 Ksh pour un dollar en 2002 à 63,35 Ksh pour un dollar en décembre 2007, soit une hausse de près de 20 %. Aussi, au classement du « *risque pays* », selon le *Doing Business* en 2008, le Kenya est passé du 82^{ème} au 72^{ème} rang de 2006 à 2007 grâce notamment à l'amélioration nette dans l'accès au crédit, favorisant du même coup la création d'entreprises.

Un pôle de stabilité régionale

Dans la région est-africaine, le Kenya est caractérisé par une grande stabilité. En effet, le pays n'a jamais connu de conflit ouvert avec ses voisins et il sert de base arrière pour les réfugiés des guerres somaliennes et soudanaises. Par ailleurs il s'est illustré à plusieurs reprises en tant que facilitateur de paix, notamment au sein de l'IGAD²⁷. Cette autorité intergouvernementale regroupe sept États du nord-est africain et oeuvre particulièrement pour régler les crises du Soudan, de la Somalie et de l'Éthiopie.

Leader en Afrique de l'Est sur le plan économique²⁸, le Kenya est également à l'origine du processus d'intégration régionale, en étant membre de l'PEAC (*East African Community*) et du *Common Market for*

²⁶ Des travaux d'amélioration du réseau GPRS et EDGE sont en cours pour les opérateurs Safaricom et Celtel ainsi qu'un prolongement des réseaux 3G et fibres optiques (Kenya Data Networks).

²⁷ Autorité intergouvernementale pour le développement.

²⁸ Le Produit Intérieur Brut du Kenya en 2006 est 18 milliards de Dollars contre 12,8 milliards de Dollars pour la Tanzanie et 8,5 milliards de Dollars pour l'Ouganda.

*Eastern and Southern African States (COMESA)*²⁹ (34 % du commerce intra-régional). Il a contribué à l'ouverture des marchés en abaissant son tarif extérieur commun, et exporte ainsi plus de 42,6 % de ses produits en Afrique dont près des 2/3 à destination de l'Ouganda et de la Tanzanie.

Dans ce contexte, le Kenya affirme sa domination économique régionale en assurant un important commerce de transit vers plusieurs pays enclavés de la zone. Ce commerce équivaut au quart du PIB de l'Ouganda ou du Rwanda et au tiers du PIB Burundais. Ces échanges couvrent de nombreux produits de base essentiels³⁰. Le Kenya plateforme régionale offre un bon niveau global d'infrastructures, autant routier que portuaires et aéroportuaires. Par exemple, le port de Mombasa est le point de transit incontournable pour les importations comme pour les exportations régionales et permet de désenclaver une grande partie de l'Afrique orientale (l'Ouganda et les grands lacs³¹) via l'utilisation de ce que l'on nomme couramment le « corridor nord », c'est-à-dire l'association de la route et du rail jusqu'à Kampala, complétés par un oléoduc Mombasa – Eldoret³². Plusieurs compagnies kenyanes s'imposent donc comme des *leaders* régionaux à l'image de la Kenya Airways. Compagnie aérienne dominante de la région, elle assure des interconnexions avec toute l'Afrique orientale et

²⁹ Organisation censée promouvoir l'intégration régionale à travers le commerce et l'investissement en Afrique australe et de l'Est. Les pays membres sont le Burundi, les Comores, la République démocratique du Congo, Djibouti, l'Égypte, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, Madagascar, le Malawi, Maurice, l'Ouganda, le Rwanda, les Seychelles, le Soudan, le Swaziland, le Zimbabwe, la Zambie et la Libye.

³⁰ Produits pétroliers, biens d'équipement des entreprises, biens de consommation.

³¹ Banque mondiale, 2007. Les exportations vers l'Ouganda se sont élevées en 2007 à 656 millions de dollars dont 80 % correspondent à des produits pétroliers réexportés ; dans le même temps, les exportations vers le Rwanda s'élevaient à 112,5 millions de dollars.

³² Voir R. Porhel, 2004.

australe en plus des grandes destinations internationales, même si des difficultés financières relativisent sa position depuis quelques années.

UNE CRISE À RÉPERCUSSIONS MULTIPLES

L'intronisation de M. Kibaki pour un second mandat présidentiel, le 30 décembre 2007, a déclenché une période de fortes tensions et de violences. La situation politique est alors devenue très instable. Sur le plan économique, si le Kenya subit à court terme des dégâts de grande ampleur, les pays environnants sont aussi touchés par les effets de cette crise, plongeant ainsi l'Afrique de l'Est dans l'incertitude.

L'estimation des effets des événements kenyans de janvier 2008 est très délicate. Un certain recul est évidemment nécessaire pour mesurer précisément les conséquences ; le ministre des finances Amos Kimunya ne l'a d'ailleurs abordé que récemment. Cependant, nous pouvons déjà pointer les principaux blocages sur le plan national puis régional.

Sur le plan national

La crise kenyane se caractérise dès le début par une flambée de violence dans plusieurs zones du pays : dans l'ouest autour de Kisumu, dans la vallée du Rift et dans certains quartiers de Nairobi. On peut estimer que les premières victimes sont les commerçants qui très vite ont constaté, au mieux, un net ralentissement de leurs activités, au pire, une disparition totale de leurs biens. Dès les premiers jours, 184 magasins sont pillés et 80 % des PME sont touchées à Kisumu³³.

³³ *Daily Nation*, 11 janvier 2008. Trois supermarchés, deux stations services, des restaurants et des échoppes d'artisans sont détruits. L'estimation des pertes pour ces quinze premiers jours est de 44 millions de dollars mais le coût va rapidement augmenter. La « Kisumu City Business Districts Association » estime même à

Eldoret, qui avait connu une croissance remarquable ces dernières années et avait l'espoir de détrôner Nakuru, ville voisine de la Rift Valley, a subi de plein fouet la crise et a vu fuir sa force de travail ainsi que ses investisseurs. L'effet sur l'emploi a été désastreux (plusieurs milliers d'emplois ont été supprimés à Kisumu et Eldoret). Toutes les régions sont touchées par une pénurie des biens de première nécessité. Ainsi, le district de Turkana (au nord du pays), aux conditions climatiques arides et qui dépend des autres provinces pour les produits alimentaires, a connu une inflation de 200 % pour les fruits et légumes, en raison de détérioration des connexions qui augmente la rareté de ces produits. À Kibera, le plus grand bidonville de Nairobi, l'eau et l'électricité ont été coupées dès la première semaine des affrontements et le marché Toi, principal lieu d'approvisionnement des habitants, a été totalement dévasté par les émeutiers. « *Il y avait 3000 commerçants ici, et 3000 autres personnes employées sur le marché. Si vous comptez leurs familles et les clients, 200 000 personnes dépendaient de cet endroit* », explique le président de l'association des commerçants du marché, Ezechiel Rema³⁴. Des millions de shillings de nourriture et de vêtements sont partis en fumée le premier dimanche des résultats lorsque des émeutiers ont incendié les échoppes appartenant à des membres de l'ethnie kikuyu, celle du président M. Kibaki. Les producteurs n'ont alors plus eu accès aux marchés, alors que leur survie quotidienne en dépend.

Dès la deuxième semaine de crise (à partir du 7 janvier), la détérioration de la distribution des produits pétroliers a très vite provoqué la crise de tous les autres secteurs. Le pétrole est en effet un *input*³⁵ pour la plupart des activités. Les zones de ravitaillement étant

vingt ans la période nécessaire pour s'en remettre, bien qu'étant exagéré ce chiffre peut nous donner une impression de l'ampleur des dégâts.

³⁴ *Daily Nation*, 3 janvier 2008.

³⁵ Un input est un produit à la base de la fabrication d'autres produits.

les villes les plus exposées à la violence (Kericho, Bomet, Mumias, Kisii ou Eldoret par exemple), on a constaté un ralentissement de l'activité générale à peine atténuée par la reprise des acheminements à la mi-janvier. Voyons les effets sur les secteurs les plus exposés à la crise : le tourisme, l'industrie du lait, le secteur agricole, les petites entreprises et les marchés financiers.

Des marchés financiers qui tanguent mais ne coulent pas

Dès l'ouverture de la Bourse de Nairobi, le 2 janvier, les ventes ont explosé et le Nairobi Stock Exchange (NSE) a chuté de 277 points, soit une perte de valeur de 5 % (environ 629 millions de dollars ou 40 milliards de Ksh) de la capitalisation boursière totale (12 milliards de dollars), révélant un retournement de confiance de la part des investisseurs. Le jour suivant, les cotations ont été suspendues en milieu de journée, l'indice boursier des vingt plus importantes valeurs atteignant 5015,50 points alors qu'il dépassait les 5300 points dans le courant du mois de décembre. Cette chute a touché aussi bien les petits que les gros investisseurs³⁶. De même, la monnaie kenyane qui s'était appréciée durant le premier mandat de M. Kibaki, a été attaquée sur les marchés. Sa baisse a atteint près de 10 % en quelques jours, passant de 62,68 Ksh pour un dollar le 24 décembre à 68,5 Ksh le 7 janvier. Pour rassurer les investisseurs, et malgré ce repli des principaux indicateurs financiers, le président de la NSE, Jimnah Mbaru, a tenté de rester optimiste en maintenant justifié l'objectif de croissance de 8 % pour l'exercice 2007/2008 et en prévoyant une progression de l'index NSE de 30 à 40 % sous couvert de réparations rapides des dégâts et d'un redéploiement des efforts vers les zones sinistrées³⁷. Terry Ryan, conseiller économique indépendant à la

³⁶ CNN, 11 janvier 2008. Les gros perdants sont: East African Breweries, Barclays, Kenya Commercial Bank, Ken Gen, Equity Bank, Mumias.

³⁷ *Daily Nation*, 11 janvier, 2008.

banque centrale kenyane, est plus mesuré et anticipait déjà le 10 janvier une réduction du taux de croissance du PIB de l'ordre de 4 à 5 points de croissance en raison des secteurs touchés par la crise³⁸. Il s'agit en effet des plus performants de l'économie du pays, c'est à dire l'agriculture, le tourisme et les services financiers (31 % du PIB).

Passé le premier mois de crise on peut annoncer que l'impact sur les marchés financiers est à nuancer. D'un côté la Bourse s'est stabilisée autour de 5000 points pour son indice principal à la mi-février. De fait, le rappel par Citigroup³⁹d'une certaine bonne tenue des fondamentaux économiques et l'injection de capitaux⁴⁰ par le ministre des finances A. Kimunya, provenant en partie de la privatisation de Telkom ont favorisé le maintien du marché et de la monnaie nationale sous les 70 Ksh pour un dollar⁴¹. Ainsi, malgré une hausse des créances douteuses, les tensions sur les taux d'intérêt n'ont pas été excessives, de l'ordre de 0,5 points⁴², ce qui pourrait néanmoins contribuer au ralentissement de l'investissement dans un environnement plutôt incertain et surtout plus onéreux. L'afflux de capitaux attendus des opérations financières planifiées par le pouvoir risquent d'être retardées une nouvelle fois, c'est le cas du *joint venture* entre Safaricom et Vodafone qui semblait encore au point mort courant février alors que le marché l'attendait pour soutenir les transactions. On peut supposer que l'ensemble du programme de privatisations va aussi prendre du retard. L'autre grande opération qui consistait à émettre

³⁸ *Daily Nation*, 11 janvier, 2008.

³⁹ *Sunday Nation*, 17 février 2008.

⁴⁰ International Crisis Group : « Kenya in crisis », *Africa Report* n°137, 21 février 2008.

⁴¹ Le fait que la diaspora continue à transférer des capitaux est une aide non négligeable au maintien de la valeur de la monnaie sur les marchés. *Business Sunday Nation* 25 février, 2008

⁴² Les taux à 91 jours et 184 jours étaient respectivement à 6,86 et 7,84 % le 9 décembre, ils s'élevaient le 17 février à 7,33 et 8,35.

300 millions de dollars d'obligations à l'international en mars 2008, de manière à financer des programmes d'infrastructures, risque également de capoter. Alors que le ministre des Finances annonçait le 27 décembre que le pays bénéficiait d'un *rating international* (B+) plutôt prometteur⁴³, la situation actuelle s'est plutôt inversée, c'est du moins l'avis de Betty Maina chef exécutif de la « Kenya Association of Manufacturers » et du président du « Corporate Council of Africa »⁴⁴ Maurice Tempelsman. Par ailleurs, le groupe Stephen Hayes, qui comprend parmi ses membres les plus grosses compagnies américaines⁴⁵, invite les investisseurs à se détourner du pays pour choisir de nouveaux marchés plus stables. Ainsi à la fin du mois de février la situation restait fragile, en attente manifestement d'une résolution politique de la crise. L'accord de partage du pouvoir et de gouvernement de coalition signé le 28 février entre le président réélu M. Kibaki et l'opposant Raila Odinga a redonné une relative confiance aux marchés, la vente de Safaricom est ainsi prévue entre le 28 mars et le 23 avril 2008, mais il serait aventureux de penser pour autant qu'un retour à la normale puisse se réaliser rapidement.

Un secteur du tourisme particulièrement affecté

Dès le 3 janvier, en pleine haute saison touristique au Kenya, le nombre important de suppressions de vols provenant de la plupart des tour-operators anglais (principal « fournisseur » avec 290 000 touristes par an), rapidement suivi par d'autres pays (France, Italie, Pays Bas, Allemagne et Portugal), a occasionné une perte immédiate estimée aux alentours de 4 milliards de Ksh et de 120 000 emplois dès la première

⁴³ Le rating est un classement des pays face au risque et donne une information pour les investisseurs.

⁴⁴ AFP, janvier 2008.

⁴⁵ Parmi les membres de ce groupe, on retrouve notamment Boeing, Cargill, Cisco, Exxon Mobil, General Motors, Coca Cola ou encore Starbucks.

semaine dont 20 000 pour le seul secteur de l'hôtellerie⁴⁶. Moins de 25 % des prévisions semblent être assurées alors que le secteur a rapporté 916,3 millions de dollars en 2007. Les compagnies aériennes, dont Kenya Airways, en subissent directement les contre-coups. Cette dernière a anticipé une forte baisse de son chiffre d'affaires, et supprime illico des liaisons comme Mombasa – Johannesburg ou Mombasa – Londres.

Passés les quinze premiers jours de la crise, le contentieux politique en stand-by, la frustration politique et sociale prenant une dimension ethnique, le secteur s'est retrouvé dans une situation particulièrement grave, alors qu'il contribue à 15 % de la richesse nationale. L'occupation des hôtels à Mombasa est restée inférieure de 80 %⁴⁷ à l'année précédente où le taux de remplissage dépassait les 80%. La situation à Nairobi n'est guère plus avantageuse, il oscille entre 15 et 35 % d'occupation. Une perte de 78 % des revenus pour les trois premiers mois est à prévoir, 5,5 milliards de shilling par mois sur un total de 65,4 milliards en 2007 (un quart de perdu par rapport à l'année 2007) selon Ongong'a Achieng (directeur exécutif du Bureau kenyan du tourisme). Les estimations pour ce premier trimestre étaient de 314 995 personnes et la correction nous amène à 27 000 soit une réduction de 91,4 %. Le calendrier des croisières qui s'étend de janvier à avril est victime du même degré d'annulation. Enfin, les parcs nationaux connaissent une forte réduction de leur fréquentation. Par exemple, le parc de Tsavo-Est qui accueille 700 visiteurs quotidiens à cette époque est tombé à 170, avec une perte de $\frac{2}{3}$ des recettes⁴⁸. Ces replis successifs ont donc provoqué la perte de leur emploi pour 250 000 personnes dans le secteur du tourisme, chiffre qui pourrait

⁴⁶ *Daily Nation*, 15 janvier 2008.

⁴⁷ « Conflicts Threatens Kenya tourism », Mc Clatchy News Services, 19 janvier 2008.

⁴⁸ *Daily Nation*, 15 janvier 2008.

s'avérer encore plus important⁴⁹. D'autre part, la chute du nombre de visiteurs depuis le mois de décembre dernier a eu un impact considérable non seulement sur les revenus financiers, mais aussi sur les nombreuses initiatives de conservation des parcs nationaux et autres aires protégées conduites par le Kenya Wildlife Service (KWS)⁵⁰. Pourtant, les dirigeants restent optimistes et s'appuient sur l'exemple du Maroc et de l'Égypte⁵¹. Dans des conditions analogues, ils ont connu un retour assez rapide de leur activité. L'atterrissage à la mi-février de 175 touristes provenant d'Europe et l'arrivée d'un premier bateau de croisière, le « Royal Star », au port de Mombasa étaient alors considérés comme un premier signe d'un réchauffement du secteur. Depuis la signature de l'accord entre M. Kibaki et R. Odinga, les réservations d'hôtel ont fortement augmenté pour les vacances de Pâques. C'est en grande majorité une clientèle locale qui profite de la politique de prix bas, des réductions de l'ordre de 30 %, voire des invitations de la part des hôtels pour passer enfin des vacances en bord de mer. Si cette politique est transitoire, en attendant le retour des touristes étrangers, les professionnels, selon Kuldip Sondhi directeur de l'association du tourisme de Mombasa et de la côte, ont conscience que les kenyans devraient contribuer davantage aux recettes du secteur à l'avenir⁵².

⁴⁹ *The East African*, 28 janvier 2008.

⁵⁰ Déclaration au salon du tourisme de Berlin de Achim Steiner, le directeur exécutif du PNUE (Programme des nations unies pour l'environnement), 7 mars 2008.

⁵¹ Au Maroc, les attentats de 2003 visant un hôtel, des restaurants fréquentés par des étrangers et des établissements juifs de la ville de Casablanca avaient fait 45 morts, dont 12 kamikazes. Pourtant le secteur du tourisme marocain connu un boom pendant les dix premiers mois de 2004, avec 17 % de hausse par rapport à la même période l'année précédente. En Égypte, un attentat en octobre 2004 a lieu à Taba, à la frontière avec Israël, frappant l'hôtel Hilton, occupé principalement par des Israéliens, provoque 30 morts. Malgré cela le secteur a connu une spectaculaire croissance de 34 % dans l'année.

⁵² *Daily Nation*, 20 mars 2008

Un secteur agricole pénalisé par la rupture des transports

Cette crise, en perdurant, a touché le secteur agricole de trois façons. Tout d'abord, certaines exploitations, situées dans les districts les plus à risques du nord de la Rift Valley (comme à Kericho, à Buresi et à Bomet), ont été totalement détruites durant les nombreux incendies et pillages liés aux affrontements. Ensuite, l'incapacité du personnel à rejoindre les lieux de production ou plus dramatiquement en alimentant les chiffres des victimes a réduit l'activité⁵³. Enfin, une montée de la criminalité, via l'action de gangs organisés, contribue depuis la fin janvier à renforcer l'insécurité sur les principaux axes routiers. Citons seulement l'établissement de barrages sur la route reliant Eldoret à Nairobi via Nakuru. Cette triple cause est supportée durement par le secteur : 20 % des récoltes du nord de la vallée du Rift⁵⁴, véritable grenier à grain du pays, ont été détruites et les terres n'ont pu être préparées en fonction des pluies de janvier en raison du déplacement de 20 000 familles. En prenant en compte les prévisions à la baisse de la récolte de maïs entre 15 et 70 % (au sud du pays), on peut sérieusement s'inquiéter sur l'offre alimentaire de l'année 2008⁵⁵. Lors de la première semaine de crise, les plantations de thé ont été durement touchées⁵⁶ alors que l'horticulture (mis à part une dizaine de fermes dans le nord du Rift) a pu maintenir plus ou moins son niveau d'activité grâce à la politique sociale de certaines fermes autour de

⁵³ Unilever Tea a ainsi souffert d'une baisse de 11 % de son activité correspondant à une perte de 30 millions de Ksh doublé d'un affaissement de sa valeur boursière.

⁵⁴ « Political unrest sparks food insecurity, livelihood losses », Food Security in Kenya, 14 janvier 2008.

⁵⁵ « Kenya faces famine threat », *Daily Nation*, 23 janvier 2008.

⁵⁶ Les ventes aux enchères de thé ont été interrompues car une grande partie de la production provenait de la vallée du Rift. Par la suite la réduction de 10 % de la production kenyane a entraîné les prix à la hausse selon la FAO (Food and Agriculture Organization).

Naivasha⁵⁷, consistant à procurer sur place des logements à leurs employés. Mais très rapidement la flambée de violence a rattrapé ce secteur, en particulier le dimanche 27 janvier⁵⁸, et la production s'est brusquement affaissée⁵⁹. Pour l'ensemble des activités agricoles, c'est pourtant le troisième étage de l'impact qui devient délicat à gérer, c'est-à-dire le transport autant pour les achats d'*inputs* nécessaires à la production (carburant, emballages, engrais, etc.) que pour la distribution de leurs récoltes. Les exploitations de thé ont pu stocker au départ leur production mais cette stratégie est devenue rapidement inopérante compte tenu de la durée de la crise. Les fermes, quels que soient leurs types de production, ont donc été contraintes de transporter leur production sous escorte comme à Naivasha, Nyahururu, Limuru, Kiambu ou bien Athi River. Cette nouvelle contrainte non seulement majore le coût de transport avec des primes d'assurance en forte hausse mais allonge également les délais de livraison dans une période (février, mars) où l'activité florale réalise 40 % de son chiffre d'affaire. Ainsi le secteur du thé, qui aurait pu bénéficier d'un coup de pouce à l'exportation avec la dépréciation de la monnaie nationale, subit des pertes de plusieurs milliards de Ksh⁶⁰. La production de lait, divisée par deux⁶¹, connaît le même scénario, sachant qu'une grande partie des ressources sont localisées dans la Rift Valley. Les perspectives de reprise restent encore floues alors que la

⁵⁷ Pour Richard Fox de la Corporate Responsibility of Homegrown Limited, 80 % des travailleurs sont restés présents.

⁵⁸ La ville de Naivaicha s'est enflammée brusquement, le dimanche 27 janvier, lorsque des groupes de jeunes Kikuyu, soutenant le président M. Kibaki, ont commencé à s'attaquer à des membres de l'ethnie du leader de l'opposition, R. Odinga. Dix personnes qui tentaient d'échapper à des attaquants kikuyu ont été brûlées vives dans un pâté de maisons.

⁵⁹ Les pertes seraient tout de même de 10 milliards de shilling selon Jane Ngigi, directrice du Conseil horticole du Kenya (Kenya Flower Council).

⁶⁰ « Tea sector limps on as workers trickle back », *The East African*, 14 janvier 2008.

⁶¹ *The Standard*, 29 janvier 2008.

demande explose, notamment de la part des réfugiés, fragilisant certaines entreprises dont New KCC qui s'efforçait de retrouver une certaine stabilité financière. Malgré les pertes estimées en milliards de Ksh, le Kenya Flower Council maintient que le secteur supporte assez bien les événements comparé au tourisme par exemple et pourrait même devenir une alternative intéressante pour les investissements. Pourtant, les clients européens expriment leur inquiétude sur la capacité du Kenya à assurer une offre stable et de qualité sur le long terme⁶² et pourraient se tourner davantage vers la concurrence croissante de l'Éthiopie. À l'image de ce bilan contrasté la région d'Eldoret a l'ambition de devenir un pôle important de l'horticulture mais l'instabilité chronique pourrait refroidir de nouvelles initiatives. Le premier pont aérien, la deuxième semaine de février, entre Eldoret et la Hollande via Nairobi, pourrait peut-être redonner une attractivité à la ville.

Des petites entreprises au bord de la faillite

Conséquence directe de la crise, le secteur des petites entreprises doit faire face à un défaut de paiement vis à vis des institutions financières de micro-crédit. Les entreprises se sont retrouvées dans l'impossibilité de rembourser leurs prêts⁶³, ce qui selon Samuel Deya⁶⁴, a mis ces établissements financiers en difficulté et à un degré moindre le secteur bancaire⁶⁵. Anne Mutahi, présidente de l'Association des institutions de micro-crédit (AMFI) kenyane admet que 80 % des

⁶² « Kenya flower buyers get jitters despite continuing supply », *The East African*, 28 janvier 2008.

⁶³ De nombreuses entreprises ont demandé des rééchelonnements, voire la suppression du paiement des intérêts pour cette période. *Business Sunday Nation*, 18 février 2008.

⁶⁴ Samuel Deya est le directeur exécutif d'Adock Timo, l'une des principales institutions de microfinance au Kenya.

⁶⁵ *Business Sunday Nation* 18 février 2008.

crédits, sur un portefeuille de 25 milliards de Ksh, seront ré-échelonnés mais le secteur du micro-crédit a dû se résoudre à en effacer 10 à 15 %, soit une perte de 4 milliards de Ksh⁶⁶. Soutenir les petites entreprises est pourtant vital pour l'économie kenyane car elles contribuent à 18,4 % des richesses, et même 25 % hors agriculture. Elles représentent également 74,2 % de l'emploi notamment dans les zones les plus défavorisées. Les plus concernées sont les bidonvilles de Kibera et Mathare dans la région de Nairobi, les villes d'Eldoret, Nakuru et Naivasha dans la Rift Valley, Kisumu pour le Nyanza, Kakamega pour la région Western et enfin Mombasa pour la région Coast. Un mécanisme d'aide internationale a bien été mis en place courant janvier pour palier aux situations les plus graves mais cela risque d'être rapidement insuffisant.

Pour les pouvoirs publics, cette crise se traduit dès la première semaine par une perte journalière de 2 milliards de Ksh (31,45 millions de dollars) de ressources fiscales⁶⁷. Or, il faut ajouter 200 000 dollars correspondant aux recettes douanières provenant du commerce avec l'Ouganda. À terme, l'État qui avait un déficit budgétaire de 109 milliards de Ksh pour l'exercice 2007/2008, prévoyait des difficultés financières pour mener sa politique, le financement de l'éducation secondaire devenu gratuit par exemple. La baisse très nette des recettes fiscales pour le premier trimestre 2008 en raison des perturbations dans l'industrie, les transports, le tourisme, la banque et l'horticulture, réduit les marges de manoeuvre du gouvernement, alors que la situation exige de forts investissements, et pourrait l'amener à avoir recours à des emprunts internes et externes⁶⁸. En outre, si la médiation de Kofi Annan a finalement abouti et a réussi à sortir le pays de l'inertie politique, la menace des bailleurs de fonds de se retirer encore

⁶⁶ *Business Sunday Nation* 18 février 2008.

⁶⁷ Kenya's Business Community, janvier 2008.

⁶⁸ International Crisis Group : « Kenya in crisis », op.cit..

une fois du pays n'a pas disparu pour autant. Ainsi, l'Union Européenne, qui a fourni plus de 290 millions d'euros (de l'ordre de 400 millions de dollars) entre 2002 et 2007 pourrait geler ou tout du moins réduire la nouvelle tranche de 383 millions d'euros (540 millions de dollars) prévue sur la période 2008 – 2013, annulant du coup de nombreux projets d'infrastructures⁶⁹. La Banque mondiale réfléchissait également à l'éventualité de réduire sa quote-part, alors qu'elle finance, à hauteur de 919 millions de dollars, seize projets au Kenya ainsi que trois projets d'infrastructures au niveau régional pour 260 millions de dollars.

Au niveau régional

Des pays enclavés rapidement asphyxiés

« Si le Kenya prend froid, les autres pays (Ouganda, Rwanda, Burundi) attrapent la pneumonie » disent les médias ougandais⁷⁰. Au regard de la situation politico-économique, la crise kenyane a eu un impact immédiat sur les économies des pays enclavés (Ouganda, Rwanda, Burundi⁷¹) près de 100 millions de personnes dépendant du Kenya en terme d'approvisionnements en produits de première nécessité, ou de ressources énergétiques dont le pétrole. L'Ouganda se révèle pour le coup très vulnérable. Dès le 1er janvier, le pays ayant fermé sa frontière à Busia pour se protéger des violences, certaines stations de grandes compagnies pétrolières (Shell, Caltex, Total, Mobil ou encore Gapco) doublent le prix du litre d'essence (de 2400 à 6000 Shillings ougandais⁷²), et augmentent celui du diesel de 10 %. Cette pénurie d'énergie a d'ailleurs amené le pays à suspendre certains vols

⁶⁹ *Daily Nation*, 14 janvier 2008.

⁷⁰ *The Monitor* 14 janvier 2008.

⁷¹ Le Kenya est le point de transit pour un quart du PNB du Rwandais et ougandais, un tiers du PNB burundais.

⁷² De 1,34 dollars à 3,36 dollars. *The Monitor* 9 janvier 2008.

intérieurs⁷³. L'inflation a également concerné les principaux produits importés du Kenya, suite à l'épuisement des stocks dans l'ensemble des magasins de la ville de Kampala. À l'image du savon, certains produits voient leur prix croître de 100 %.

La poursuite des violences courant janvier à travers l'activité de jeunes bandes armées, en particulier sur la portion Eldoret–Busia, a plus ou moins paralysé l'ensemble du trafic tant routier que ferroviaire sur le corridor nord⁷⁴, donnant lieu à un double effet, celui de bloquer le port de Mombasa puis d'affecter sérieusement le commerce intra-régional. Ainsi, les équipements portuaires de la deuxième ville du pays se sont retrouvés dans l'incapacité de gérer le flux continu de containers malgré l'aide apportée par le port de Dar es Salaam en Tanzanie, rapidement débordé à son tour. Le pic est atteint en janvier avec 19 000 containers à l'abandon sur les quais du port kenyan, alors que la capacité de stockage est de 7000 par jour. Le stock est redescendu à 11 000 containers depuis février mais reste excessif⁷⁵ pour normaliser l'activité. En fait, la situation s'est légèrement débloquée depuis la visite du premier ministre ougandais, Eriya Kategaya, le 31 janvier au Kenya, qui s'est traduite par l'escorte des premiers convois de camions par l'armée kenyane. Cependant, seul un tiers du trafic est alors assuré sur les 1250 camions journaliers habituels sans oublier que le coût est majoré pour des raisons de sécurité⁷⁶. Les importateurs ougandais évaluent pourtant à 50 % la probabilité de

⁷³ « Kenya tourism, economy devastated by violence », CNN, 11 janvier 2008.

⁷⁴ Corridor nord : Mombasa – Kampala via Nairobi et Eldoret.

⁷⁵ *Daily Nation online*, Business Daily, 9 février 2008.

⁷⁶ 500 dollars par camion sur l'axe Mombasa – Malaba/Busia et 254 dollars entre Mombasa et Nairobi. Le trafic retourne très doucement à la normal. Malaba a enregistré un regain de ses transactions journalières à la mi-février comparé au mois de janvier, passant de 100 à 250. Busia reprenait plus doucement avec 150 transactions au lieu de 100. Les milieux d'affaire du pays estiment à trois mois le retour définitif à un trafic fluide, soit le temps de désengorger le port de Mombasa.

réceptionner leurs marchandises dans de bonnes conditions⁷⁷. Dans ce contexte, le corridor nord, déjà réputé pour sa lenteur administrative, tourne au ralenti et impacte fortement sur la densité des échanges. Concernant les importations, le retard accumulé par les livraisons de produits pétroliers⁷⁸, au-delà de la hausse des prix, pénalise toute l'activité en aval⁷⁹ qui doit en outre supporter une carence dans la fourniture de biens d'équipement engendrant une progression du chômage technique et un recul du chiffre d'affaire de certaines entreprises. C'est par exemple le cas du groupe industriel Madhvani dans ses activités du sucre dont les prévisions de 150 000 tonnes ne pourront être réalisées par manque de matériel. Plus grave selon la FAO, les biens alimentaires de première nécessité comme les céréales (blé, maïs, orge), déjà en quantités insuffisantes en raison de conditions climatiques défavorables, viennent à manquer et pourraient déclencher une période de crise alimentaire amplifiée par le déplacement des réfugiés. Les exportations qui concernent des produits périssables (café, thé, poisson), soit 30 % du PIB, connaissent un net recul alors que les compagnies d'assurance refusent de prendre à leur charge les transports. Seul le café a réussi à dégager un excédent par rapport au mois de décembre 2007 (326 466 sacs de café contre 237 168).

Malgré ce sombre bilan les autorités ougandaises ont voulu en minorer les effets dans leur dernier rapport sur l'impact des violences kenyanes sur l'économie de l'Ouganda⁸⁰. Ainsi, le 15 février, le porte-parole de l'URA (Uganda Revenue Authority), Patrick Mukiibi, a relativisé la portée de la crise en révélant que les résultats fiscaux

⁷⁷ *The East African*, 12 mars 2008.

⁷⁸ L'Ouganda a besoin de 2,1 millions de litres de pétrole dont 35 camions par jour pour l'essence.

⁷⁹ De nombreux générateurs fonctionnent en effet à l'essence. Aussi, les pannes d'électricité sont fréquentes.

⁸⁰ Rapport réalisé par la Uganda Revenue Authority. *The East African*, 18 février 2008.

n'avaient été que marginalement atteints. La baisse n'est que de 1,34 millions de dollars sur les recettes estimées (- 1 %), grâce à de meilleures recettes intérieures qui permettent de compenser les pertes sur les revenus douaniers d'environ 5,2 millions de dollars (- 7 %). Le taux de croissance de janvier sera néanmoins le plus bas depuis huit ans mais le taux d'inflation pourtant boosté par la hausse des prix du carburant pourrait être assez modéré (le mois de janvier ne serait sanctionné que par un point d'inflation supplémentaire) suite au choix des industriels de trouver d'autres alternatives à la route. Abe Selassié, le représentant permanent du FMI à Kampala, garde d'ailleurs sa confiance en l'économie ougandaise pour supporter cette période au vue de la bonne tenue des « fondamentaux économiques », mais il reconnaît que l'exposition du pays à de tels risques devrait l'inciter à revoir ses sources d'approvisionnement et à investir dans les infrastructures. Certains milieux d'affaires veulent rester confiants en espérant un redéploiement des investissements prévus au Kenya vers les autres pays de la région mais ce point de vue semble quelque peu optimiste : les investisseurs pourraient très bien s'éloigner d'une zone dont le pôle de stabilité, jusque-là le Kenya, rencontre une crise dont on ne connaît pas encore l'issue. Le secteur touristique est à cet égard révélateur : des annulations se sont également produites en Tanzanie et en Ouganda.

Un besoin de trouver une alternative au corridor nord

La décision du Rwanda d'importer depuis le port de Dar es Salaam une partie de son énergie depuis les pénuries de pétrole⁸¹, l'exemple du convoi de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) transportant de l'acier vers Ajumani en Ouganda qui s'est détourné pendant la crise vers Dar es Salaam au prix d'un surcoût de 20 % et

⁸¹ « Business forecast Report for Tanzania » par le Business Monitor International, 2007.

d'un rallongement non négligeable, enfin l'envoi, le 4 février, d'une délégation par le gouvernement ougandais vers le port tanzanien⁸² pour officiellement vérifier les installations portuaires mais officieusement faire pression sur le pouvoir kenyan sont révélateurs de la trop forte vulnérabilité des pays enclavés au seul corridor nord qui n'assure déjà pas en temps normal des délais performants.

La crise doit au moins faire prendre conscience à l'ensemble des acteurs de la nécessité de sortir de cette impasse, bien que les conditions soient assez contraignantes. D'une manière ou d'une autre, cela passe par une accélération et un approfondissement des projets d'infrastructures régionales en réamorçant le second corridor reliant Dar es Salaam à Kampala via Mwanza, et en assurant une meilleure fluidité du trafic⁸³. Le premier obstacle consiste à débloquer les millions de dollars nécessaires pour le prolongement de l'oléoduc, aujourd'hui bloqué à Eldoret, jusqu'à Kampala et à surmonter définitivement les querelles et les intérêts politiques et financiers intra-kenyans. Deuxièmement, il s'agit de moderniser des infrastructures tanzaniennes très éloignées des standards d'un nouvel *Hub*⁸⁴ Est africain. Le port de Dar es Salaam ne traite que 165 000 containers par an comparé aux 300 000 de Mombasa⁸⁵ et exige une attente de deux semaines. L'état des routes ne permet pas le passage des camions les plus lourds qui doivent emprunter des équipements ferroviaires vétustes. Par rapport au corridor nord, celui du centre présente pour le moment un surcoût de 3000 à 4000 dollars par container. Des

⁸² *The East African*, 12 mars 2008.

⁸³ Corridor central : Dar es Salaam–Mwanza–Port Bell–Kampala ; Porhel, R. (2004).

⁸⁴ *Hub* : lieu qui concentre et redistribue des marchandises et des voyageurs dans de nombreuses directions à partir d'un réseau de transport dominé par un aéroport. C'est le cas de Nairobi vers lequel convergent un ensemble de routes asphaltées, ferroviaires et un oléoduc.

⁸⁵ « Business Forecast Report for Tanzania » par le Business Monitor International, 2007.

investissements conséquents sont donc indispensables pour améliorer la productivité du port⁸⁶, moderniser la ligne de chemin de fer ainsi que le réseau routier. Enfin il y a un besoin de renforcer la flotte de manière à acheminer les marchandises de Mwanza à Port Bell près de Kampala. Ce challenge ambitieux n'est pas nouveau mais l'urgence de la situation pourrait, pour une fois, avoir raison des intérêts partisans.

Conclusion

La crise politique du Kenya, depuis les élections du 27 décembre 2007, a bouleversé la situation économique et sociale du pays et de la région. En raison d'une escalade de la violence qui a coupé les voies de communication, l'ensemble des secteurs économiques ont subi de lourdes pertes, fragilisant leurs équilibres financiers. Les efforts de l'ancien secrétaire général de l'ONU K. Annan, ainsi que les pressions des bailleurs de fonds, pour contribuer à un accord entre le président M. Kibaki et son rival R. Odinga, ne signifient pas que le pays retrouvera rapidement la situation de décembre. Au niveau national, le ministre des Finances a officialisé la correction de trois points du taux de croissance du PIB prévu pour 2008 (5 % au lieu de 8 % de prévu). De plus, les mauvaises conditions climatiques n'augurent pas de bons résultats du secteur agricole pour cette année. À terme, des annonces immédiates de réformes foncières, de mesures de redistribution vis-à-vis des régions déshéritées et des exclus de la croissance, seront nécessaires pour freiner ou arrêter l'engrenage de la violence. Selon Steven Smith, président de la « Kenya Association of Manufacturers », il faudra attendre 12 à 18 mois pour retrouver les niveaux d'activité de

⁸⁶ Les autorités portuaires projettent de mettre en service un nouveau terminal à conteneurs d'une capacité de 10 000 conteneurs, avec une manutention quotidienne de 7500. Une extension estimée à 62 millions de dollars, 52 millions d'investissements en équipements et 10 millions pour les cinq années à venir. *The East African*, 17 mars 2008.

2007. Au niveau régional, les milieux d'affaires se rendent compte que le pouvoir économique régional du pays s'est dégradé⁸⁷. La menace pour le Kenya de perdre son statut de *hub* vis-à-vis des pays enclavés⁸⁸ ne semble pas crédible à court terme, compte tenu du manque de compétitivité du corridor central, mais dans un horizon plus lointain il est possible que le rapport de force se modifie. Tout dépend de la capacité des partenaires du Kenya (Ouganda, Tanzanie, Rwanda et Burundi) à peser dans les institutions régionales et internationales pour dégager les financements nécessaires à la modernisation du port de Dar es Salaam.

Bibliographie

BUSINESS MONITOR INTERNATIONAL (2007). « Business forecast report for Tanzania ».

INTERNATIONAL CRISIS GROUP (2008). « Kenya in crisis », *Africa Report* n°137, 21 février.

PORHEL, R. (2004). « Infrastructures et développement, le cas de l'ÉAC », *Les Cahiers d'Afrique de l'Est*, IFRA, n°23, janvier – mars.

SOCIETY FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT (SID) (2004). « Pulling Apart : Facts and Figures on Inequality in Kenya ».

Presse :

The Daily Nation

The Standard

The East African

The Monitor

Sites internet :

<http://www.worldbank.org> ; <http://www.oecd.org>

⁸⁷ Patrick Obath est le président de la fédération des chefs d'entreprises kenyans.

⁸⁸ Terry Ryan économiste à l'université de Nairobi. *News Vocom*, 11 février 2008.